

# IN Magazine N° 186 - Juillet / Août 2019

10 juillet 2019

Après une année de travail enfin les vacances ! On trace en voiture le chemin de ses rêves, le guide touristique sur les genoux, à la recherche de sites architecturaux ou naturels à visiter.

Le rêve cède vite la place à la réalité des monuments en triste état, non entretenus, voire près de l'écroulement si une restauration n'est pas entreprise rapidement. La responsabilité de l'entretien est laissée à la charge des communes sans les moyens financiers, alors que l'attractivité touristique de la France s'est construite sur la richesse de son patrimoine architectural et culturel.

Dans le même temps, 11 millions de personnes ne partent pas en vacances deux années consécutives. Parmi elles, environ quatre à cinq millions aimeraient partir mais leurs situations sociales et économiques ne leur permettent pas. C'est également pour les plus démunies que Voldis, PME bretonne fournissait aux associations d'aide alimentaire des "faux steaks hachés", fabriqués en Pologne pour se faire un maximum de profit. Le fait est qu'elle a remporté un appel d'offres à 5,2 millions d'euros lancé par France AgriMer, un établissement sous l'autorité du ministère de l'Agriculture et sous le contrôle de celui de la Solidarité. Financé dans le cas présent par le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). Avec comme seul critère à cette horreur alimentaire le prix.

Encore une fois la casse des douanes, de la DGCCRF fait notamment que se multiplient les scandales alimentaires. Les urgences hospitalières sont au bord de la catastrophe sanitaire. La seule réponse de MACRON au mouvement de grève est d'allouer 1 milliard d'euros pour Notre Dame et seulement 70 millions d'euros pour les urgences hospitalières. Alors que les grévistes s'indignent du manque de moyens, le nombre de patients pris en charge aux urgences a doublé en 20 ans. Ils exigent 10000 équivalents temps plein, zéro hospitalisation sur des brancards et aucune fermeture de ligne Samu...

Scandale à tous les échelons sur l'augmentation de l'électricité quand le

gouvernement s'abrite derrière la commission de régulation de l'énergie qui recommande la hausse des tarifs réglementés pour éviter la faillite des fournisseurs alternatifs (PRIVÉS). Autrement dit les consommateurs payent pour que les fournisseurs privés réalisent plus de profits. Il faut mettre fin à ce scandale. Toutes les taxes sur l'électricité doivent être supprimées. Il faut supprimer également le marché de l'électricité et revenir au monopole d'EDF qui devra retrouver son statut d'établissement public. Tout cela c'est la continuité du détricotage des conquies sociaux de 1946. Selon la formule de Denis Kessler «Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance».

Patrice Bouillon, Secrétaire national